

## Déclaration liminaire au Comité Technique Local du 24 septembre 2013

---

Monsieur le Président,

La participation de 370 000 salariés, du privé comme du public, à près de 200 rassemblements et manifestations le 10 septembre dernier, démontre qu'ils ne se résignent pas à la baisse des pensions, à l'allongement de la durée de cotisations et à tout nouveau recul.

Cette première mobilisation contredit l'échec pronostiqué par les défenseurs de ce cinquième plan de retraite en 20 ans.

Si le projet actuel n'est plus tout à fait celui qui avait été annoncé dans un premier temps (remise en cause du calcul de la pension sur les 6 derniers mois, augmentation de la CSG notamment), c'est principalement en raison du rejet de ces mesures et l'annonce de cette mobilisation à la rentrée.

Le projet de loi a été déposé au Conseil des Ministres, la CGT estime absolument nécessaire le renforcement de la mobilisation de tous les salariés.

A la DGFIP, le Directeur Général a rendu publique le 9 juillet dernier sa démarche stratégique. Le contexte dans lequel elle s'inscrit, c'est la poursuite des suppressions d'emplois avec un budget pour l'année 2014 qui prévoit, notamment, 2564 suppressions d'emplois à Bercy (25 000 depuis 2002!) et la réduction drastique des dotations budgétaires.

La démarche stratégique, c'est le transfert de missions aux directions régionales qui seront dotées de pouvoirs étendus, la dématérialisation généralisée (« le tout numérique »), la concentration du réseau, les pôles en tout genre, le travail à distance, le recul de l'accueil, la remise en cause des droits des agents.

La CGT Finances Publiques condamne la démarche stratégique et exige son abandon.

La sortie des avis d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux ainsi que des rôles de taxes foncières nous amènent à faire une intervention particulière sur les **services d'accueil**.

Les hausses d'impôt ont été au cœur des enjeux et des préoccupations des contribuables comme en attestent les agents qui sont les témoins directs de la dégradation des conditions de vie de nos concitoyens, de l'impact de la crise et des conséquences des politiques fiscales des gouvernements successifs.

La fin de l'année est toujours une période de forte activité pour les agents et notamment pour ceux qui assurent la mission d'accueil des usagers.

Dans les services, l'inquiétude des agents est chaque année de plus en plus vive car, si

les sollicitations des contribuables sont de plus en plus nombreuses, la tension augmente également, confirmée par une hausse du nombre d'incidents et la multiplication des agressions verbales voire physique. Ceci procède des effets de la crise économique et sociale, générant un allongement des files d'attente devant les services des Finances Publiques. Car cette dégradation de la situation est aussi la conséquence de la réduction continue des effectifs de la DGFIP et, par conséquent, d'une difficulté croissante à faire face à la charge de travail à l'accueil comme dans l'ensemble des postes et services. Nous vous demandons, Monsieur le Président, d'apporter une attention toute particulière aux agents exerçant des missions d'accueil.

Face à l'augmentation avérée de la charge de travail, la CGT exige l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'augmentation des moyens financiers et matériels.

Concernant les points à l'ordre du jour de ce Comité, ils sont directement en lien avec ce que nous venons d'évoquer : la modification des horaires d'ouverture de la trésorerie d'ALLAIRE, la fermeture de la trésorerie de PLUVIGNER, la réorganisation du SIE de VANNES GOLFE sont la conséquence directe des suppressions d'emplois et du manque de moyens.